Strasbourg, le 19 novembre 2024 CDCJ(2024)OJ2 ANN

103e réunion plénière du Comité européen de coopération juridique (CDCJ)

19-21 novembre 2024
Strasbourg, Palais de l'Europe, *salle 6*
et
Séance conjointe avec le CDENF
3 décembre 2024, en ligne

Ordre du jour annoté

1. Ouverture de la réunion

2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

Documents de travail

- Projet d'ordre du jour
  CDCJ(2024)OJ2 *(bilingue)*
- Projet d'ordre du jour annoté
  CDCJ(2024)OJ2 ANN

Le CDCJ est invité à adopter l'ordre du jour et l'ordre des travaux.

3. Déclaration du Président et du Secrétariat

Le CDCJ est invité à prendre note des informations fournies par le Président et par le secrétariat sur les développements intervenus depuis la 102e réunion plénière (11-13 juin 2024) et des implications qu'ils pourraient avoir sur le fonctionnement et les activités du CDCJ.

4. Tour de table : interventions des membres du CDCJ nouvellement désignés

Document de contexte
Membres du CDCJ (au 14 novembre 2024)

Depuis la dernière réunion plénière (11-13 juin 2024), de nouveaux membres ont rejoint le Comité. Après leur avoir souhaité la bienvenue, le Président invitera les membres nouvellement désignés à se présenter.

5. Examen des progrès réalisés

Document de travail

- État des lieux : mise en œuvre des activités du CDCJ
  CDCJ(2024)02 prov4

Le CDCJ est invité à prendre note de l'état de la mise en œuvre des activités du CDCJ (document CDCJ(2024)02 prov4) ainsi que des changements intervenus depuis la 102e réunion plénière du CDCJ (11-13 juin 2024).

Justice et État de droit

5.1 Protection des avocats *(principal livrable 1)*

Documents de travail

- Projet de convention pour la protection de la profession d'avocat (version de travail 15) préparée par le Comité d'experts sur la protection des avocats (CJ-AV)
  CDCJ(2024)25 rev / CJ-AV(2022)05 prov15 rev (*bilingue – restreint*)
- Projet de rapport explicatif (version de travail 8
  CDCJ(2024)26 rev / CJ-AV(2023)10 prov8 rev (*restreint*)
- Compilation des commentaires et propositions de rédaction reçus sur le projet de convention et son rapport explicatif
  CDCJ(2024)30 rev *(langue originale – restreint)*
- Rapport de la 9e réunion du CJ-AV (9-11 septembre 2024)
  CJ-AV(2024)09

Document de contexte

- Propositions de rédaction et commentaires sur le projet de convention et son rapport explicatif en complément des discussions à la 102e réunion plénière du CDCJ (11-13 juin 2024)
  CJ-AV(2024)10 rev *(langue originale - restreint)*

Le CDCJ est invité :
- à prendre note des informations fournies par le Président du Comité d'experts sur la protection des avocats (CJ-AV) ;
- à prendre note du rapport de la 9e et ultime réunion du CJ-AV (9-11 septembre 2024) (document CJ-AV(2024)09) ;
- à procéder à un examen minutieux du projet de convention pour la protection de la profession d'avocat préparée par le CJ-AV (document CDCJ(2024)25 rev / CJ-AV(2022)05 prov15 rev (restreint)) en vue de son approbation, ainsi que son projet de rapport explicatif (document CDCJ(2024)26 rev / CJ-AV(2023)10 prov8 rev (restreint)) en vue de son adoption ;
- à charger le secrétariat de faire le nécessaire pour transmettre dans les plus brefs délais les projets de textes au Comité des Ministres pour sa soumission à l'Assemblée parlementaire pour avis en décembre 2024 et pour son adoption durant la présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres en 2025 ;
- à débattre et à rechercher les moyens pour le CDCJ de contribuer à promouvoir la future convention au sein des États membres et non membres du Conseil de l'Europe ;

Le consultant du CJ-AV, M. Jeremy McBride, sera présent pour assister le comité lors de la discussion de ce point à l'ordre du jour le 20 novembre.

5.2 Plan d'action du Conseil de l'Europe pour renforcer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire (Plan d'action de Sofia) *(principal livrable 10)*

Documents de travail

- Examen thématique axé sur la carrière et la formation des juges : Avant-projet de rapport
  CDCJ(2024)13 prov2

- Projet de questionnaire aux États membres pour collecter les informations supplémentaires nécessaires
  CDCJ(2024)14 prov

Documents de contexte

- Plan des travaux détaillé du premier examen thématique du CDCJ axé sur la carrière et la formation des juges
  CDCJ(2023)20
- Propositions de suivi révisées, y compris méthodologie
  CDCJ(2023)01 prov3
- Rapport du CDCJ à l'attention de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe sur la mise en œuvre du « Plan d'action de Sofia »
  Plan d'action du Conseil de l'Europe pour renforcer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire

Le CDCJ est invité :
- à prendre note des informations fournies par le secrétariat ;
- à examiner l'avant-projet du premier rapport thématique du CDCJ comme suite donnée au Plan d'action du Conseil de l'Europe pour renforcer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire (Plan d'action de Sofia), axé sur l'état de la situation dans les Etats membres en ce qui concerne la carrière et la formation des juges (document CDCJ(2024)13 prov2) et à fournir au secrétariat les observations et orientations nécessaires pour l'élaboration plus avant du projet de rapport qui sera présenté au CDCJ pour adoption à sa prochaine réunion plénière ;
- à examiner et à adopter le projet de questionnaire aux Etats membres (document CDCJ(2024)14 prov) destiné à collecter les informations supplémentaires que les États membres estiment devoir être prises en compte dans l'élaboration d'un projet de rapport, et à charger le secrétariat de diffuser le questionnaire auprès des délégations du CDCJ après son adoption.

Droit public

5.3 Apatridie et accès à la nationalité *(principaux livrables 6 et 7)*

Documents de travail

- Projet d'étude de faisabilité d'un instrument juridique non contraignant concernant l'accès des enfants apatrides à la nationalité
  CDCJ(2024)15 prov / CDCJ-MIG(2024)04 (*restreint*)
- Projet de recueil de bonnes pratiques en matière d'accès à la nationalité pour les enfants apatrides
  CDCJ-MIG(2024)05 prov2 *(langue originale – restreint)*

Documents de contexte

- Compilation des informations reçues des délégations du CDCJ en réponse au questionnaire sur l'accès des enfants apatrides à la nationalité et sur les procédures adaptées aux enfants apatrides
  CDCJ-MIG(2024)06 rev *(langue originale – restreint)*
- Questionnaire adressé aux délégations du CDCJ
  CDCJ(2024)06 (*restreint)*
- Apatridie et droit à une nationalité en Europe : progrès, défis et opportunités – Rapport final (2022)
- Analyse des pratiques actuelles et des enjeux liés à la prévention et à la réduction des cas d'apatridie en Europe (2021)

Le CDCJ est invité :
- à prendre note des informations fournies par le Président du groupe de travail restreint du CDCJ sur la migration (CDCJ-MIG) et le secrétariat ;
- à examiner le projet d'étude de faisabilité d'un instrument juridique non contraignant concernant l'accès des enfants apatrides à la nationalité (document CDCJ(2024)15 prov / CDCJ-MIG(2024)04 (restreint) préparé par le consultant du CDCJ-MIG et à charger celui-ci de finaliser l'étude à la lumière des observations et orientations fournies pendant la réunion, et à autoriser sa publication sur le site internet du comité sous réserve d'une révision éditoriale finale ;
- à examiner le projet de recueil de bonnes pratiques en matière d'accès à la nationalité pour les enfants apatrides tel que préparé par le CDCJ-MIG (document CDCJ-MIG(2024)05 prov2 (restreint) et à fournir toutes orientations nécessaires au CDCJ-MIG.

5.4 Contentieux nationaux en matière de climat *(principal livrable 4)*

Document de travail

- Plan détaillé du projet d'étude
  CDCJ(2024)17

Document de référence

- Réponse du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire sur sa Recommandation 2213 (2021) - Examen des questions de responsabilité civile et pénale dans le contexte du changement climatique

Le CDCJ est invité :
- à prendre note des informations fournies par le secrétariat ;
- à examiner le plan détaillé du projet d'étude concernant les contentieux nationaux en matière de climat tel que préparé en guise de réponse à la demande du Comité des Ministres suite à la Recommandation 2213 (2021) de l'Assemblée parlementaire et proposé dans le document CDCJ(2024)17) ;
- à fournir aux consultantes toutes observations et orientations nécessaires pour la poursuite de l'élaboration du projet d'étude.

Les consultantes chargées de la préparation de l'étude, Mme Joanna Setzer et Mme Kate Higham, du *Grantham Research Institute*, *London School of Economics,* seront présentes en ligne pour assister le comité lors de la discussion de ce point à l'ordre du jour le 21 novembre dans la matinée.

Droit de la famille et droits des enfants

5.5 Droits et intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement *(principaux livrables 2 et 3)*

Documents de travail

- Projet de recommandation CM/Rec(2025) sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de placement
  CDCJ(2024)18 prov / CDENF(2024)14 prov *(restrein*t)
- Projet d'exposé des motifs
  CDCJ(2024)19 prov / CDENF(2024)15 prov *(restreint)*
- Projet d'outils de mise en œuvre pour les décideurs politiques sur la protection des droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents
  CDCJ(2024)20 prov / CDENF(2024)16 prov (*restreint)*
- Projet d'outils de mise en œuvre pour les décideurs politiques sur la protection des droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de placement
  CDCJ(2024)21 prov / CDENF(2024)17 prov (*restreint)*
- Rapport de la 10e réunion du CJ/ENF-ISE (14-16 octobre 2024)
  CJ/ENF-ISE(2024)PV02

Documents de contexte

Les deux nouvelles compilations suivantes seront disponibles pour la session jointe du 3 décembre :

- *Compilation des commentaires reçues des délégations du CDCJ et du CDENF sur le projet de recommandation sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de placement et son projet d'exposé des motifs*
  CDCJ(2024)22 / CDENF(2024)18 (langue originale - restreint)
- *Compilation des commentaires reçues des délégations du CDCJ et du CDENF sur les projets d'outils de mise en œuvre pour les décideurs politiques sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures de séparation des parents et de placement*
  CDCJ(2024)23 / CDENF(2024)19
  (langue originale - restreint)

- Projet de recommandation sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents
  CDCJ(2023)28 rev / CDENF(2023)25 rev *(restreint)*
- Exposé des motifs au projet de recommandation sur la protection de des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents
  CDCJ(2023)29 rev / CDENF(2023)26 rev (*restreint*)

Pour la session jointe avec le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) du 3 décembre 2024

Le CDCJ, conjointement avec le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF), est invité :

- à procéder à un examen minutieux, à la lumière des éventuels commentaires reçues par écrit des délégations nationales du CDCJ et du CDENF, et à approuver, le projet de recommandation sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de placement (document CDCJ(2024)18 prov / CDENF(2024)14 prov (restreint)), et aussi, pour adoption, du projet d'exposé des motifs qui l'accompagne (document CDCJ(2024)19 prov / CDENF(2024)15 prov (restreint)) ; les membres du CDCJ se souviendront que le projet de recommandation sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents a été approuvé, et son projet d'exposé des motifs adopté, conjointement par les deux comités directeurs en novembre 2023, et que les deux projets d'instruments juridiques avec leurs exposés des motifs seront soumis en même temps au Comité des Ministres pour une adoption en 2025 ;

- à examiner, à la lumière des éventuels commentaires reçues des délégations nationales du CDCJ et du CDENF, les projets d'outils de mise en œuvre pour les décideurs politiques sur la protection des droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents (document CDCJ(2024)20 prov / CDENF(2024)16 prov (restreint)) et dans le cadre des procédures de placement (document CDCJ(2024)21 prov / CDENF(2024)17 prov (restreint)), tous deux préparés par le Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE), et à les approuver conjointement en vue de les soumettre au Comité des Ministres pour une adoption en 2025.

La consultante du CJ/ENF-ISE, Mme Daja Wenke, participera à la réunion pour assister le CDCJ et le CDENF lors de leur discussion de ce point à l'ordre du jour le 3 décembre.

Les membres du CDCJ se souviendront de l'importance, soulignée par le Président du Comité en juin 2024, qu'il y a de veiller à ce que les membres du CDCJ soient effectivement connecté.e.s en ligne le 3 décembre afin d'assurer le quorum requis pour le processus d'approbation, et aussi de prendre attache avec leur collègues membres du CDENF afin de présenter une position commune lors de la séance conjointe.

- à prendre note du rapport de la 10e et ultime réunion du CJ/ENF-ISE (14-16 octobre 2024) (document CJ/ENF-ISE(2024)PV02).

5.6 Droits des personnes conçues par donneur de connaître leurs origines *(principal livrable 8)*

Document de travail

- Proposition de composition du Comité d'experts sur l'accès aux origines (CJ-OR) en charge de la préparation d'un projet de recommandation les droits des personnes conçues par donneur de connaître leurs origines
  CDCJ(2024)31 prov *(confidentiel)*

Document de contexte

- Etude comparative relative à l'accès aux origines des personnes conçues par don de gamètes

Le CDCJ est invité :
- à prendre note des informations fournies par le secrétariat ;
- à décider de la composition du Comité d'experts sur l'accès aux origines (CJ-OR) en charge de la préparation d'un projet de recommandation les droits des personnes conçues par donneur de connaître leurs origines, sur la base de la proposition contenue dans le document CDCJ(2024)31 prov (confidentiel) ;
- à examiner et à proposer les trois experts indépendants qui seront nommés par le Secretariat General en tant que membres du CJ-OR ;
- à élire le président du CJ-OR ;
- à charger le secrétariat d'informer les experts proposés de la décision prise par le CDCJ quant à la composition du CJ-OR ;
- à prendre note des informations fournies par le secrétariat concernant la sélection du(de la) consultant.e du CJ-OR.

Promouvoir et faciliter le fonctionnement des conventions relevant du domaine de compétence du CDCJ (mission principale (iv))
et passage en revue des conventions du Conseil de l'Europe (mission principale xvii))

- État des signatures et des ratifications des conventions et accords sous la responsabilité du CDCJ

- Conventions et accords sous la responsabilité du CDCJ
  et Recommandations, résolutions et lignes directrices en vue d'un possible futur examen par le CDCJ

Le CDCJ est invité :
- à prendre note des récentes signatures et ratifications des traités sous la responsabilité du CDCJ ;
- à avoir une réflexion sur les conventions et accords sous la responsabilité du CDCJ ainsi que sur les recommandations, résolutions et lignes directrices qu'il estimerait utile d'examiner pour un éventuel besoin de mise à jour ou d'élaboration d'un nouvel instrument sur le sujet concerné.

5.7 Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger (STE n° 62) et son Protocole additionnel (STE n° 97) *(principal livrable 5)*

Document de travail

- Projets de guide pratique, de formulaires type et de FAQ
  CDCJ(2024)07 prov4 *(restreint)*

Documents de contexte

- Rapport sur l'état d'avancement et l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger (STE n° 62) et de son Protocole additionnel (STE no 97)

Le CDCJ est invité :
- à prendre note des informations fournies par le secrétariat ;
- à examiner et à adopter les projets de guide pratique, de formulaires type et de FAQ, outils destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger (STE n° 62) et son Protocole additionnel (STE n° 97) tels que contenus dans le document CDCJ(2024)07 prov4 (restreint) ;
- à prendre de note de la page internet spéciale où ces nouveaux outils seront placés ;
- à charger le secrétariat de prendre les contacts appropriés pour informer de la disponibilité de ces outils et les diffuser aux Etats Parties et non Parties à ces traités.

Le consultant pour cette activité, M. Nicolas Nord, sera présent pour assister le comité lors de la discussion de ce point à l'ordre du jour le 20 novembre.

6. Questions transversales :

a. Intégration de la dimension de genre, de la jeunesse, des droits de l'enfant, des droits des personnes handicapées et des questions relatives aux Roms et Gens du voyage[1] (mission principale xvi)

b. Contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies (UNSDG) – Objectif 5 : égalité des sexes, Objectif 10 : Réduire les inégalités, Objectif 13 : Changements Climatiques et Objectif 16 : Paix, justice et institutions efficaces (mission principale xix)

Le Comité des Ministres attend du CDCJ qu'il évalue l'intégration des perspectives en ce qui concerne le genre, la jeunesse, les droits de l'enfant, les droits des personnes handicapées, et les questions relatives aux Roms et Gens du voyage, dans l'exécution de ses tâches, et aussi la contribution des travaux du Comité aux objectifs de développement durable 5, 10, 13 et 16 des Nations Unies. Pour ce faire, le CDCJ devra identifier les activités de son mandat actuel répondant à cette exigence, par exemple :

- les projets de recommandations sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents et de placement ainsi que les travaux en matière de migration et d'accès à la nationalité pour les apatrides (plus particulièrement s'agissant des enfants) tiennent compte de la stratégie des droits de l'enfant et contribuent tous deux à l'objectif 16 de développement durable des Nations Unies ;
- le projet de convention pour la protection de la profession d'avocat tient compte de la stratégie pour l'égalité de genre et contribue aux objectifs 5 et 16 de développement durable des Nations Unies ;
- le manuel actualisé « L'Administration et vous » contribue à l'objectif 16 de développement durable des Nations Unies ;
- les travaux menés par le CDCJ comme suites données à son rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action du Conseil de l'Europe pour renforcer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire contribuent à l'objectif 16 de développement durable des Nations Unies ;
- les travaux sur les enfants apatrides et leur accès à la nationalité contribuent aux objectifs 10 et 16 de développement durable des Nations Unies.
- l'étude sur les contentieux nationaux en matière de climat et les possibles suites à y donner contribueront à l'objectif 13 de développement durable des Nations Unies.

7. Développements dans les États membres dans le domaine du droit public

Document de travail

- Informations collectées
  CDCJ(2024)27 rev *(langue originale)*

[1] Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative et non une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

Le CDCJ est invité à prendre note des informations fournies par un certain nombre d'États membres sur les récents développements dans le domaine du droit public telles qu'elles figurent dans le document CDCJ(2024)27 rev et à remercier les délégations concernées pour leurs contributions.

8. Coopération avec d'autres organes et comités pertinents du Conseil de l'Europe, d'autres organisations internationales et la société civile dans le domaine du droit public

Document de travail

- Informations collectées
  CDC(2024)28 *(langue originale)*

Le CDCJ est invité à prendre note des informations fournies par les organes et comités pertinents du Conseil de l'Europe, d'autres organisations internationales et la société civile dans le domaine du droit public telles qu'elles figurent dans le document CDC(2024)28 et à remercier les contributeurs pour ces informations.

9. Évaluation des activités achevées / Échange de vues annuel pour évaluer ses activités et conseiller le Comité des Ministres sur les priorités futures dans son secteur, y compris les nouvelles activités éventuelles et celles qui pourraient être interrompues *(mission principale xv)*

Document de travail

- État des lieux : mise en œuvre des activités du CDCJ
  CDCJ(2024)02 prov4

Comme chaque année, le CDCJ est invité à tenir un échange de vues pour :
- évaluer la réalisation des activités prévues au mandat du comité et à son programme de travail, en se fondant notamment sur le document CDCJ(2024)02 prov4 dressant l'état des lieux de la mise en œuvre des activités du CDCJ, sur les informations supplémentaires fournies par le secrétariat ainsi que le Programme et budget 2024-2027 du Conseil de l'Europe et la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe lors de leur 4e Sommet (Reykjavík, 16-17 mai 2023) : « Unis autour de nos valeurs » fixant les priorités de l'Organisation ;
- décider des priorités futures dans son secteur, y compris les nouvelles activités éventuelles et celles qui pourraient être interrompues, dont le Comité des Ministres devrait être informé.

10. Élections et nominations

a. Élections (Président·e, Vice-Président·e et un·e membre du Bureau)

Documents de travail

- Note d'information
  CDCJ(2024)INF02 *(bilingue – restreint)*
- Biographies des candidat·e·s
  CDCJ(2024)INF03 (*langue originale – confidentiel)*

b. Nominations (Représentant·e·s et Rapporteur·e·s du CDCJ) pour 2025
CDCJ(2024)29

Le CDCJ est invité, le 20 novembre à 9h30 :

- à élire au moyen d'un scrutin secret, conformément à la Résolution CM/Res(2021)3 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail:
son/sa Président-e (deuxième mandat d'un an),
son/sa Vice-Président-e (deuxième mandat d'un an),
un membre du Bureau pour un mandat de deux ans (au titre de l'article 13.d du règlement intérieur) ;

- à procéder aux nominations nécessaires de ses rapporteur.e.s thématiques (égalité de genre, droits de l'enfant, droits des personnes handicapées), représentant.e.s et suppléant.e.s pour 2025, sur la base des informations contenues dans le document CDCJ(2024)29 et des candidatures reçues par le secrétariat suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par courriel du 14 octobre 2024 ou par la Présidence avant le début de la réunion plénière ou du processus de nominations prévu juste après les élections.

Les membres du CDCJ qui souhaitent confirmer ou exprimer leur intérêt pour l'un ou l'autre des positions sont prié.e.s d'informer le secrétariat de préférence avant la réunion plénière, sinon le Président et/ou le secrétariat au tout début de la réunion.

11. Avis du CDCJ (le cas échéant) *(principal livrable 13)*

12. Divers

Les délégations sont invitées à soulever, avant ou au tout début de la réunion, toute autre question et à les présenter.

13. Date et lieu de la prochaine réunion

Document de travail

- Calendrier des réunions et événements pour 2024-2025
CDCJ(2024)03 prov3 *(restreint)*

Les délégations sont invitées :
- à prendre note du calendrier actualisé de ses réunions et événements pour 2024-2025 ;
- à confirmer les dates de ses deux prochaines réunions plénières provisoirement fixées au 17-19 juin 2025 (104e réunion) et au 18-20 novembre 2025 (105e réunion).

Le Bureau, dans sa nouvelle composition à partir du 1er janvier 2025, est invité à se réunir brièvement en fin de Plénière pour convenir des dates de sa(ses) prochaine(s) réunion(s).

14. Adoption du rapport de réunion abrégé

- CDCJ(2024)32 prov

Le CDCJ est invité à adopter le rapport abrégé de sa 103e réunion plénière.

PROJET D'ORDRE DES TRAVAUX

_____

Date	**Horaires** CET	**Points de l'ordre du jour**
19/11/2024	9:30 – 17:00	1 – 4, 5.1
20/11/2024	9:30 – 17:00	10 (élections), 5.1 (suite si nécessaire), 5.3, 5.6, 5.2, 5 & 9
21/11/2024	9:30 – 17:00	5.7, 5.4, 6 – 8, 11 – 14
03/12/2024	9:30 – 17:00	5.5

DOCUMENTS DE TRAVAIL

Les documents de travail sont mis à disposition sur le site restreint du CDCJ www.coe.int/cdcj

DOCUMENTS DE REFERENCE

Mandat	Mandat du CDCJ pour 2024-2027
Mandat	CJ/ENF-ISE – Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement – mandat pour 2024
Mandat	CJ-AV – Comité d'experts sur la protection des avocats – mandat pour 2024
Mandat	CDCJ-MIG – Groupe de travail restreint du CDCJ sur la migration – mandat pour 2024-2026
Mandat	CJ-OR– Comité d'experts sur l'accès aux origines – mandat pour 2025-2026
CM/Res(2021)3	Résolution CM/Res(2021)3 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail
CDCJ(2021)24	Méthodes de travail du CDCJ
CDCJ-BU(2021)15 final	Liste de contrôle pour l'évaluation des aspects et de l'impact de l'égalité de genre
CDCJ(2022)20	Critères d'évaluation des demandes de statut d'observateur auprès du CDCJ et de ses organes subordonnés et processus décisionnels

RAPPORTS DE REUNION DU CDCJ

2-3 février 2023	Bureau: 116e réunion	CDCJ-BU(2023)01 restreint Rapport
3-4 mai 2023	Bureau: 117e réunion	CDCJ-BU(2023)02 restreint Rapport
30 mai – 1er juin 2023	100e réunion plénière	CDCJ(2023)19 Rapport
13-14 septembre 2023	Bureau: 118e réunion	CDCJ-BU(2023)08 restreint Rapport
24 octobre 2023	Bureau: 119e réunion	CDCJ-BU(2023)10 restreint Rapport

15-17 novembre 2023	101e réunion plénière	CDCJ(20203)32 Rapport
14-15 mars 2024	Bureau: 120e réunion	CDCJ-BU(2024)03 restreint Rapport
11-13 juin 2024	102e reunion plénière	CDCJ(2024)12 Report / Rapport
3-4 octobre 2024	Bureau: 121e réunion	CDCJ-BU(2024)05 restreint Rapport
19-21 novembre 2024	103e reunion plénière	CDCJ(2024)33 Rapport

RAPPORTS DE REUNION DES ORGANES SUBORDONNES DU CDCJ

1-3 mars 2023	CJ-AV: 4e réunion	Rapport
6-8 +24 mars 2023	CJ/ENF-ISE: 7e réunion	Rapport
3-5 juillet 2023	CJ-AV: 5e réunion	Rapport
4-6 octobre 2023	CJ/ ENF-ISE: 8e réunion	Rapport
17-19 octobre 2023	CJ-AV: 6e réunion	Rapport
30 janvier-1er février 2024	CJ-AV: 7e réunion	Rapport
20-22 mars 2024	CJ/ ENF-ISE: 9e réunion	Rapport
13-15 mai 2024	CJ-AV: 8e réunion	Rapport
9-11 septembre 2024	CJ-AV: 9e réunion	Rapport
14-16 octobre 2024	CJ/ ENF-ISE: 10e réunion	Rapport

PUBLICATIONS RECENTES DU CDCJ
